

## **La Guerre de Mr Chidambaram**

*Outlook - 9 novembre 2009*

Les collines basses au sommet plat du sud de l'Orissa étaient habitées par les Dongria Kondh bien avant qu'il n'y ait un pays nommé l'Inde, ou un état du nom d'Orissa. Les collines veillaient sur les Kondhs. Les Kondhs veillaient sur les collines et les adoraient comme des divinités vivantes. Aujourd'hui, ces collines ont été vendues pour le précieux bauxites qu'elles contiennent. Pour les Kondhs, c'est comme si dieu avait été vendu. Ils demandent combien dieu vaudrait si les dieux étaient Ram, Allah ou Jésus Christ.

Peut-être les Kondhs sont-ils supposés être reconnaissants que leurs Niyamgiri Hills (Collines Niyamgiri), domicile de leur Niyam Raja, Dieu de la Loi Universelle, ait été vendu à une société du nom de Vedanta (nom de la branche de philosophie hindou qui enseigne la Nature Ultime de la Connaissance). C'est une des plus grandes sociétés minières dans le monde, et elle est détenue par Anil Ayarwal, le milliardaire indien qui vit à Londres dans un château qui à un jour appartenu au Shah d'Iran. Vedanta n'est qu'une des nombreuses sociétés multinationales surveillant de près l'Orissa.

Si les collines au sommet plat sont détruites, les forêts qui les habillent seront aussi détruites. Il en sera de même des rivières et des ruisseaux qui s'en écoulent et qui irriguent les plaines en dessous. Il en sera ainsi des Dongria Kondhs. Il en sera de même des centaines de milliers de tribaux qui vivent dans le coeur forestier de l'Inde et de ceux dont la patrie est attaquée de manière similaire. Dans les villes enfumées et bondées d'Inde, certaines personnes disent «Et alors? Quelqu'un doit payer le prix du progrès». Certains disent même «Voyons les choses en face, ce sont des gens dont l'heure est venue. Regardez n'importe quel pays développé - Europe, Etats-Unis, Australie - ils ont tous un passé.» En effet, ils en ont un. Donc pourquoi ne devrions 'nous' pas en avoir un? Conformément à cette ligne de pensée, le 3 décembre 2009, le gouvernement a déclenché l'Opération Green Hunt, une guerre prétendument contre les rebelles maoïstes dont les quartiers généraux se trouvent dans les jungles du centre de l'Inde. La guerre est programmée pour durer cinq ans et déploie jusqu'à 7000 troupes policières et paramilitaires. Bien sûr, les maoïstes ne sont nullement les seuls à se rebeller. Il y a un ensemble varié de luttes dans tout le pays dans lesquelles les gens sont engagés - les sans-terre, les Dalits les sans-abris, les ouvriers, les paysans, les tisserands. Ils s'opposent au poids des injustices, y compris les politiques qui autorisent une grosse société à prendre la direction de la terre du peuple et de ses ressources. Cependant, ce sont les maoïstes que le gouvernement a choisi comme étant la plus grande menace.

Il y a deux ans, quand les choses étaient loin d'être mauvaises comme aujourd'hui, le premier ministre Manmohan Singh a décrit les maoïstes comme 'l'unique plus grande menace pour la sécurité interne' pour la pays. Cela restera probablement dans les annales comme la chose la plus populaire et la plus souvent répétée qu'il n'ait jamais dite. Pour certaines raisons, le commentaire qu'il a fait au meeting des principaux ministres d'Etat en janvier 2009, quand il a décrit les maoïstes comme ayant seulement des 'capacités modestes' ne semble pas avoir eu le même intérêt brut. Il a révélé la réelle inquiétude de son gouvernement plus tard cette année-là en juin, lorsqu'il a dit au parlement: «si l'extrémisme de gauche continue à prospérer dans les parties qui ont des ressources minérales naturelles, le climat pour l'investissement en serait certainement affecté».

Qui sont les maoïstes? Ils sont membres du Communist Party of India - Maoist (Parti Communiste d'Inde - Maoïste) interdit, également connu comme le CPI(Maoïste), un des nombreux descendants du Communist Party of India - Marxist-Leninist (Parti Communiste d'Inde - Marxiste-Léniniste), qui a mené le soulèvement en 1969 et a été liquidé par le gouvernement indien par la suite. Les maoïstes croient que l'inégalité structurelle innée de la société indienne ne peut être réparée que par le renversement violent de l'Etat indien. Dans leurs avatars antérieurs tels que le Maoist

Communist Center (MCC - Centre Communiste Maoïste) dans le Jharkhand et le Bihar, et le People's War Group (PWG - Groupe de Guerre Populaire) dans l'Andhra Pradesh, les maoïstes avaient un soutien populaire formidable. (Lorsque l'interdiction les visant a été brièvement levée en 2004, 1,5 millions de personnes ont assisté à leur rassemblement à Warangal).

Leur intercession dans l'Andhra Pradesh s'est mal terminée. Ils ont laissé un héritage violent qui a transformé certains de leurs plus loyaux supporters en critiques sévères. Après un paroxysme de massacres et de contre-massacres tant de la police de l'Andhra Pradesh que des maoïstes, le PWG était décimé. Ceux qui ont réussi à survivre ont fui l'état d'Andhra Pradesh vers l'état voisin du Chhattisgarh, où, dans le cœur profond de la forêt, ils se sont joints à des collègues qui étaient déjà là depuis des décennies.

Peu d'étrangers ont une expérience de première main du mouvement maoïste dans les forêts. Un interview récent dans 'Open', un magazine hebdomadaire indien, avec son haut dirigeant camarade Ganapathy (né Mupalla Laxman Rao) n'a pas fait grand chose pour changer les esprits de ceux qui voient les maoïstes comme un parti ayant une vision impitoyable et totalitaire qui ne supporte aucune dissidence que ce soit. Camarade Ganapathy n'a rien dit qui pourrait persuader la population que, si les maoïstes venaient à accéder au pouvoir, ils seraient préparés pour examiner convenablement la diversité presque folle de la société indienne en proie aux castes. Son approbation désinvolte des Liberation Tigers of Tamil Eelam (LTTE - Tigres de la Liberté du Tamil Eelam) du Sri Lanka était assez pour faire frissonner même les colonnes vertébrales les plus sympathiques, pas seulement à cause des manières brutales avec lesquelles les LTTE ont décidé de mener cette guerre, mais également à cause de la tragédie cataclysmique qui s'est abattue sur la population Tamoul du Sri Lanka, qu'ils affirmaient représenter, et dont ils doivent certainement prendre la responsabilité du sort.

Actuellement en Inde centrale, l'armée de guérilla maoïste est presque entièrement constituée de tribaux désespérément pauvres vivant dans des conditions de faim chronique que l'on peut associer avec celles de l'Afrique sub-saharienne. Il y a des gens qui, même après 60 ans de soi-disant indépendance de l'Inde, n'ont pas d'accès à l'éducation, aux soins de santé ou au redressement judiciaire. Il y a des gens qui ont été exploités sans pitié durant des décennies, constamment trompés par les petits hommes d'affaire et les prêteurs sur gage, les femmes violées par la police et le personnel du département forestier comme une question de droit. Leur chemin de retour vers un semblant de dignité est en grande partie dû au cadre maoïste qui a vécu, travaillé et combattu à leurs côtés durant des décennies.

Si les tribaux ont pris les armes, ils l'ont fait parce qu'un gouvernement qui ne leur a rien donné sauf de la violence et un manque de soins veut maintenant leur enlever la dernière chose qu'ils ont - leur terre. Il est clair qu'ils ne croient pas le gouvernement quand il dit qu'il veut seulement 'développer' leur région. Evidemment, ils ne croient pas que les routes, aussi larges et plates que des pistes d'aviation construites à travers leurs forêts du Dantewada par la National Mineral Development Corporation (Société Nationale d'Exploitation des Minéraux) sont construites pour qu'ils puissent conduire en marchant leurs enfants à l'école. Ils croient que s'ils ne se battent pas pour leur terre, ils seront anéantis. C'est la raison pour laquelle ils ont pris les armes.

Mais si les idéologues du mouvement maoïste se battent pour finalement renverser l'Etat indien, ils savent que pour le moment, leur armée mal nourrie en haillons, dont la majorité des soldats n'a jamais vu un train, un bus, ni même une petite ville, ne se bat que pour sa survie.

En 2008, un groupe d'experts nommé par la Planning Commission (Commission de Planification) a soumis un rapport appelé 'Development Challenges in Extremist-Affected Areas' (Les défis du développement dans les régions touchées par les extrémistes). Il disait «Le mouvement naxalite (maoïste) doit être reconnu en tant que mouvement politique qui a une base solide parmi les sans terre, la paysannerie pauvre et les adivasis. Son émergence et sa croissance doivent être

contextualisés dans les conditions sociales et l'expérience des personnes qui en forment une partie. L'énorme fossé entre la politique d'état et son interprétation est une caractéristique de ces conditions. Bien que son idéologie avouée à long terme soit de capturer le pouvoir d'Etat par la force, dans sa manifestation au jour le jour, elle doit être fondamentalement vue comme un combat pour la justice sociale, l'égalité, la protection, la sécurité et le développement local». Un cri très éloigné de 'la plus grande menace pour la sécurité interne'. Depuis que la rébellion maoïste est la saveur de la semaine, tout le monde, depuis le gros chat le plus lisse jusqu'à l'éditeur le plus cynique du journal le plus vendu du pays, semblent soudainement prêts à concéder que ce sont des décennies d'injustice accumulée qui se trouvent à la racine du problème. Mais au lieu d'aborder ce problème, ce qui signifierait de mettre un frein à cette ruée vers l'or du 21ème siècle, ils essaient de faire partir le débat dans une direction complètement différente, avec une explosion bruyante d'indignation pieuse vis à vis du 'terrorisme' maoïste. Mais ils se parlent uniquement à eux-même. Les personnes qui ont pris les armes ne passent pas tout leur temps à regarder (ou à jouer pour) la télévision, ou à lire les journaux, ou à diriger des scrutins par SMS pour la question de Science Morale du jour: La Violence est-elle Bonne ou Mauvaise? SMS auxquels vous répondez... Ils sont là. Ils se battent. Ils croient qu'ils ont le droit de défendre leurs maisons et leur terre. Ils croient qu'ils méritent la justice. Afin de protéger ses citoyens les plus aisés de ces personnes dangereuses, le gouvernement leur a déclaré la guerre. Une guerre qui, nous dit-il, pourrait prendre trois à cinq ans pour être gagnée. Etrange, n'est-ce pas, que même après les attaques de Mumbai le 26 novembre, le gouvernement était préparé à discuter avec le Pakistan? Il est prêt à discuter avec la Chine. Mais quand il s'agit de faire la guerre contre les pauvres, il joue dur. Il n'est pas suffisant que la Police Spéciale - avec des noms totémiques tels que Greyhounds, Cobras et Scorpions - parcoure les forêts avec un permis de tuer. Il n'est pas suffisant que la CRPF (Force Centrale de Police de Réserve), la BSF (Force de Sécurité Frontalière) et le célèbre Bataillon Naga aient déjà ruiné et commis des atrocités inadmissibles dans les villages forestiers éloignés. Il n'est pas suffisant que le gouvernement soutienne et arme la Salwa Judum, la 'milice du peuple' qui a tué, violé et incendié tout au long de son trajet à travers les forêts du Dantewada laissant 300000 personnes sans abri, ou en fuite. Maintenant, le gouvernement va déployer la Police Frontalière Indo-Tibétaine et des dizaines de milliers de paramilitaires. Il prévoit de mettre en place un quartier général de brigade à Bilaspur (ce qui expropriera neuf villages) et une base aérienne à Rajnandgaon (qui en déplacera sept). Manifestement, ces décisions ont été prises il y a un moment. Des enquêtes ont été faites, les lieux choisis. Intéressant. La guerre a été en vue pendant un moment. Et maintenant, les hélicoptères de la force aérienne indienne ont reçu le droit de s'auto-défendre par le feu, ce droit même que le gouvernement refuse à ses citoyens les plus pauvres. Faire feu contre qui? Comment, au nom de dieu, les forces de sécurité seront-elles capables de distinguer un maoïste d'une personne ordinaire courant terrifiée à travers la jungle? Les adivasis portant les arcs et les flèches qu'ils transportent depuis des siècles compteront-ils aussi comme maoïstes? Les sympathisants non-combattants des maoïstes sont-ils des cibles valables? Lorsque j'étais dans le Dantewada, le commissaire de police m'a montré les photos de 19 'maoïstes' que ses 'garçons' avaient tué. Je lui ai demandé comment j'étais supposée dire qu'ils étaient maoïstes. Il m'a dit «Voyez m'dame, ils ont des médicaments contre la malaria, des bouteilles de Dettol, toutes ces choses qui viennent de l'extérieur».

Quelle sorte de guerre l'Opération Green Hunt sera-t-elle? Peu de nouvelles ne sortent des forêts. Lalgah, dans le Bengale occidental, a été bouclé. Ceux qui essaient d'y entrer sont battus et arrêtés. Et appelés maoïstes bien sûr. Dans le Dantewada, la Vanvasi Chetana Ashram, une ashram gandhienne entretenue par Himanshu Kumar, a été rasée en quelques heures. C'était le dernier poste avancé avant le début de la zone de guerre, un lieu où les journalistes, les militants, les chercheurs et les équipes d'enquête pouvaient rester pendant qu'ils travaillaient dans la région.

Pendant ce temps, l'establishment indien a déchaîné son arme la plus puissante. Pratiquement du jour au lendemain, nos médias intégrés ont remplacé leur réserve toute prête d'histoires établies, sans fondement et hystériques à propos du 'Terrorisme Islamiste' par des histoires établies, sans fondement et hystériques à propos du 'Terrorisme Rouge'. Au milieu de ce boucan, à Ground Zero, le cordon de silence se resserre inexorablement. La 'Solution Sri Lanka' pourrait très bien être dans les cartes. Ce n'est pas pour rien que le gouvernement indien a bloqué le mouvement européen de l'UN demandant une enquête internationale sur les crimes de guerre commis par le gouvernement du Sri Lanka dans sa récente offensive contre les Tigres Tamouls.

Le premier mouvement dans cette direction est la campagne concertée qui a été orchestrée pour faire entrer les multiples formes de résistance se tenant dans ce pays dans un simple système binaire à la Georges Bush: si vous n'êtes pas avec nous, vous êtes avec les maoïstes. L'exagération délibérée de la 'menace' maoïste permet à l'Etat de justifier la militarisation. (Et ne fait sûrement pas de tort aux maoïstes. Quel parti serait mécontent de recevoir une telle attention?) Pendant que toute l'oxygène est utilisée par ce nouveau sosie de Guerre de Terre, l'Etat va saisir l'opportunité pour éponger les centaines d'autres mouvements de résistance grâce au ratissage de son opération militaire, les appelant tous sympathisants maoïstes. J'utilise le futur, mais ce processus est déjà bien en route. Le gouvernement du Bengale occidental a essayé de faire cela à Nandigram et à Singu, mais il a échoué. Pour le moment à Lalgah, le Pulishi Santrash Birodhi Janasadharaner Committee ou le People's Committee Against Police Atrocities - qui est un mouvement séparé, bien qu'il leur soit sympathique, des maoïstes - est régulièrement appelé l'aile de surface du CPI (maoïste). Son dirigeant, Chhatradhar Mahato, actuellement arrêté et détenu sous caution, est toujours appelé 'dirigeant maoïste'. Nous connaissons tous l'histoire du Dr Binayak Sen, un médecin et militant pour les libertés civiles, qui a passé deux ans en prison sur l'accusation absolument facile d'être un transporteur de courrier pour les maoïstes. Pendant que la lumière brille vivement sur l'Opération Green Hunt, dans d'autres parties de l'Inde, loin du théâtre de la guerre, l'assaut sur les droits des pauvres, des ouvriers, des sans terre, de ceux dont le gouvernement veut acquérir la terre pour 'l'utilité publique' va se mettre au pas. Leur souffrance va s'aggraver et il deviendra encore plus difficile pour eux d'obtenir une audience. Une fois que la guerre commence, comme toutes les guerres, elle va développer une vitesse, une logique et une économie qui lui est propre. Elle deviendra une manière de vivre, pratiquement impossible à inverser. On exigera de la police qu'elle se comporte comme une armée, une machine à tuer impitoyable. On attendra des paramilitaires qu'ils deviennent comme la police, une force administrative corrompue et bouffie. Nous avons vu cela se produire dans le Nagaland, le Manipur, le Kashmir. La seule différence dans le 'coeur', c'est qu'il deviendra très rapidement évident aux forces de sécurité qu'elles ne sont qu'un peu moins misérables que les personnes qu'elles combattent. Avec le temps, la séparation entre la population et les responsables de l'application de la loi deviendra poreuse. Les fusils et les munitions seront achetées et vendues. En fait, cela se passe déjà. Que ce soit les forces de sécurité, les maoïstes ou les civils non-combattants, les gens les plus pauvres vont mourir dans cette Guerre de Gens Riches. Cependant, si certaines personnes croient que cette guerre ne va pas les affecter, elles devraient y repenser. Les ressources qu'elle va consommer vont paralyser l'économie de ce pays.

La semaine dernière, des groupes pour les libertés civiles de tout le pays ont organisé une série de rencontres à Delhi pour discuter de ce qui pourrait être fait pour inverser la tendance et arrêter la guerre. L'absence du Dr Balagopal, un des militants pour les droits civils de l'Andhra Pradesh les plus connus qui est mort il y a deux semaines, nous a enserré comme une douleur physique. Il était un des penseurs politiques les plus courageux et les plus sages de notre époque et nous a laissé juste quand nous avions le plus besoin de lui. Néanmoins, je suis sûre qu'il aurait été rassuré d'entendre, orateur après orateur, chacun exposer la vision, la profondeur, l'expérience, la sagesse, l'acuité

politique et, par dessus tout, la réelle humanité de la communauté de militants, d'universitaires, d'avocats, de juges et d'un éventail d'autres personnes qui forment la communauté pour les libertés civiles en Inde. Leur présence dans la capitale a indiqué qu'en dehors des projecteurs des studios de télévision, et au-delà du battement de tambour de l'hystérie médiatique, même parmi la classe moyenne indienne, un cœur humain continue à battre. Rien d'étonnant alors que ce sont ces gens que le ministère de l'intérieur de l'Union a récemment accusé de créer un 'climat intellectuel' incitant au 'terrorisme'. Si cette accusation devait effrayer la population, l'intimider, elle a eu l'effet contraire.

Les orateurs représentaient un éventail d'opinions allant du libéralisme au radicalisme de gauche. Bien qu'aucun des conférenciers ne se soient décrit comme un maoïste, très peu étaient opposés dans le principe, à l'idée que la population a le droit de se défendre contre la violence de l'Etat. Beaucoup se sont plaints des violences maoïstes, des 'tribunaux populaires' qui livrent une justice sommaire, de l'autoritarisme lié à la pénétration d'une lutte armée et à la marginalisation de ceux qui n'ont pas d'armes. Mais même s'ils exprimaient leur malaise, ils savaient que les tribunaux populaires n'existent que parce que les tribunaux indiens sont hors de portée pour les gens ordinaires et que la lutte armée qui a éclaté n'est pas la première, mais la toute dernière option d'une population désespérée poussée au bord de l'existence. Les orateurs étaient conscients des dangers d'essayer de tirer une morale simple des incidents de violence odieuse individuels, dans une situation qui a déjà commencé à ressembler très fort à une guerre. Tout le monde avait obtenu son diplôme depuis longtemps en assimilant la violence structurelle de l'Etat avec la violence de la résistance armée. En fait, le fonctionnaire de Justice retraité Sawant est allé jusqu'à remercier les maoïstes d'obliger l'establishment de ce pays d'accorder son attention à l'injustice énorme du système. Hargopal de l'Andhra Pradesh a parlé de son expérience de militant pour les droits civils durant les années de l'intervalle maoïste dans cet état. Il a mentionné en passant le fait qu'en quelques jours à Gujarat en 2002, les foules hindoues dirigées par le Bajrang Dal et le VHP avaient tué plus de gens que les maoïstes ne l'ont jamais fait dans l'Andhra Pradesh, même dans leurs jours les plus sanglants.

Les personnes qui venaient des régions en guerre, du Lalgargh, du Jharkhand, du Chhattisgarh et de l'Orissa, ont décrit la répression policière, les arrestations, la torture, les assassinats, la corruption et le fait que dans des endroits comme l'Orissa, il semblerait qu'ils reçoivent des ordres directement des fonctionnaires qui ont travaillé pour les sociétés minières. Elles ont décrit le rôle douteux et pernicieux joué par certaines ONG financées par des agences d'aides totalement consacrées à favoriser les perspectives des entreprises. Encore et encore, elles ont expliqué comment dans le Jharkhand et le Chhattisgarh, tant les militants que les gens ordinaires - toute personne considérée comme un dissident - sont étiquetés de maoïstes et emprisonnés. Elles ont dit que cela, plus que tout autre chose, poussait les gens à prendre les armes et à rejoindre les maoïstes. Elles ont demandé comment un gouvernement qui a affirmé son incapacité à réinstaller même une fraction des cinquante millions de personnes qui ont été déplacées par des projets de 'développement', était soudainement capable de reconnaître 140.000 hectares de terre de première qualité à donner aux industriels pour plus de 300 Special Economic Zones, paradis fiscaux sur terre pour les riches en Inde. Elles ont demandé quel genre de justice la Cour Suprême pratiquait quand elle a refusé de revoir la signification 'd'intérêt public' dans le Land Acquisition Act (Loi d'Acquisition de la Terre) alors qu'elle savait même que le gouvernement acquérait la terre par la force au nom de cet 'intérêt public' pour la donner aux sociétés privées. Elles ont demandé pourquoi quand le gouvernement dit que 'l'autorité de l'Etat doit s'appliquer', cela semble seulement vouloir dire que des commissariats doivent être mis en place. Pas d'écoles, pas de cliniques, de logement, ni d'eau propre, ni de prix juste pour les produits forestiers, ni même être laissé tranquille, libre de la crainte de la police - quoi

que ce soit qui pourrait rendre la vie des gens un peu plus facile. Elles ont demandé pourquoi 'l'autorité de l'Etat' ne pouvait jamais être prise pour signifier la justice.

Il fut un temps, peut-être il y a dix ans, où dans des réunions comme celles-ci, les gens débattaient encore du modèle de 'développement' qui leur était fourré par la Nouvelle Politique Economique. Aujourd'hui, le rejet de ce modèle est complet. Il est absolu. Tous, des gandhiens aux maoïstes sont d'accord là-dessus. La seule question actuelle est de savoir quelle est la manière la plus efficace pour le démanteler.

Un vieux camarade d'école d'un ami, un grand dans le monde de l'entreprise, est venu pour une de ces réunions, par curiosité morbide par rapport à un monde qu'il ne connaît que très peu. Bien qu'il se soit même déguisé avec une kurta (tunique indienne) Fabindia, il ne pouvait s'empêcher d'avoir l'air (et de sentir) cher. A un moment donné, il s'est penché vers moi et a dit: «Quelqu'un devrait leur dire de ne pas s'inquiéter. Ils ne gagneront pas celle-ci. Ils n'ont aucune idée de ce contre quoi ils se dressent. Avec le type d'argent qui est impliqué ici, ces sociétés peuvent acheter les ministres et les barons des médias et les conseillers politiques, elles peuvent faire fonctionner leurs propres ONG, leurs propres milices, elles peuvent acheter tous les gouvernements. Elles achèteront même les maoïstes. Ces bonnes personnes ici devraient préserver leur souffle et trouver quelque chose de mieux à faire».

Lorsque des personnes sont brutalisées, quelle 'meilleure' chose peut-on faire que de combattre en retour? Ce n'est pas comme si quelqu'un leur avait offert le choix, sauf celui de se suicider, comme ce qu'on fait les 180.000 agriculteurs pris dans une spirale de dettes. (Suis-je la seule à avoir le net sentiment que l'establishment indien et ses représentants dans les médias sont beaucoup plus à l'aise avec l'idée de pauvres gens se suicidant par désespoir, plutôt qu'avec celle qu'ils combattent en retour?)

Durant plusieurs années, la population du Chhattisgarh, de l'Orissa, du Jharkhand et de Bengale occidentale - certains d'entre eux maoïstes, beaucoup d'autres pas - s'est débrouillée pour tenir les grosses sociétés à distance. Aujourd'hui, la question est - comment l'Opération Green Hunt va-t-elle changer la nature de leur lutte? Contre quoi exactement les gens se battent-ils?

Il est vrai qu'historiquement, les sociétés minières ont pratiquement toujours gagné leurs batailles contre les populations locales. De toutes les entreprises, en laissant de côté celles qui fabriquent des armes, elles ont probablement le passé le plus impitoyable. Elles sont cyniques, meneuses aguerries de campagne, et quand les gens disent 'Jaan denge par jameen mahin denge' (Nous abandonnerons nos vies, mais pas notre terre), cela leur rebondi probablement dessus comme une bruine légère sur un abri contre les bombes. Ils l'ont entendu avant, dans mille langues différentes, dans une centaine de pays différents.

Pour le moment en Inde, beaucoup d'entre eux sont toujours dans la salle des arrivées de Première Classe, commandant des cocktails, clignant des yeux lentement comme des prédateurs paresseux, attendant que les Memorandum of Understanding (MOU - Protocole d'Entente) qu'ils ont signé - certain déjà en 2005 - se matérialisent en argent réel. Mais quatre ans dans une salle de Première Classe, c'est assez pour tester la patience, même d'un vrai tolérant. Ils sont prêts à faire tellement d'espace pour les rituels élaborés de pratique démocratique, même de plus en plus vides: les audiences publiques (truquées), les (faux) Environmental Impact Assessments (Evaluations de l'Impact Environnemental), les autorisations (achetées) de différents ministères, les affaires judiciaires de longue haleine. Même la démocratie bidon prend du temps. Et le temps, pour les industriels, c'est de l'argent.

Donc de quel type d'argent sommes-nous en train de parler? Dans leur travail pionnier 'Out of This Earth: East India Adivasis ant the Aluminium Cartel (Hors de cette terre: les Adivasis d'Inde orientale contre le cartel de l'aluminium) qui doit bientôt être publié, Samarendra Das et Félix Padel disent que la valeur financière des dépôts de bauxite rien que pour l'Orissa est de 2,27 trillions de

dollars (Plus de deux fois le PIB de l'Inde). Et ça aux prix de 2004. Aux prix actuels, elle serait d'environ 4 trillions de dollars. Un trillion a 12 zéros.

De celle-ci, officiellement, le gouvernement obtient une royauté de moins de 7%. Assez souvent, si la compagnie minière est connue et reconnue, il se peut, bien que le minerai soit toujours dans la montagne, qu'il ait déjà été échangé sur le marché futur. Donc, pendant que pour les Adivasis, la montagne est toujours une divinité vivante, source de vie et de croyance, la clé de voûte de la santé écologique de la région, pour l'entreprise, elle a juste une fonction de stockage à bon marché. Les marchandises en dépôt doivent être accessibles. Du point de vue de l'entreprise, le bauxite devra être extrait de la montagne. Si cela en peut pas se faire pacifiquement, alors cela devra se faire violemment. Telles sont les pressions et les exigences du libre marché.

Ceci est juste l'histoire du bauxite dans l'Orissa. Etendons-la à 4 trillions de dollars pour y inclure la valeur des millions de tonnes de minerai de fer de haute qualité du Chhattisgarh et du Jharkhand et des 28 autres ressources minérales précieuses, y compris l'uranium, le calcaire, la dolomie, le charbon, l'étain, le granite, le marbre, le cuivre, le diamant, l'or, le quartz, le corindon, le béryl, l'alexandrite, la silice, la fluorine et le grenat. Ajoutons à cela les centrales électriques, les barrages, les autoroutes, la aciéries, les usines de ciment, les fonderies d'aluminium et tous les autres projets d'infrastructure qui font partie de centaines de MOU (dont plus de 90 rien que dans le Jharkhand) qui ont été signés. Cela nous donne les grandes lignes approximatives de l'échelle de l'opération et du désespoir des parties prenantes. La forêt un jour connue sous le nom de Dandakaraya, qui s'étend depuis le Bengale occidental à travers le Jharkhand, l'Orissa, le Chhattisgarh et des parties de l'Andhra Pradesh et du Maharashtra, est la maison de millions de personnes tribales indiennes. Les médias se sont pris à l'appeler Corridor Rouge, ou Corridor Maoïste. Elle pourrait tout aussi exactement être appelée le Corridor MOUïste. Il ne semble pas du tout que cela ait de l'importance que la 5ème Annexe de la Constitution stipule la protection pour la population adivasi et refuse l'aliénation de la terre. Il semble que cette clause soit seulement là pour que la Constitution ait l'air bien - un peu de mesures purement cosmétiques, une balafre de maquillage. Des dizaines de sociétés, depuis les relativement inconnues jusqu'aux plus grandes sociétés minières et fabricants d'acier du monde, sont dans la bagarre pour s'approprier les patries adivasis - Mittals, Jindals, Tata, Essar, Posco, Rio Tinto, BHP Billiton, et bien sûr, Vedanta.

Il y a un MOU sur chaque montagne, chaque rivière et chaque clairière. Nous parlons d'une ingénierie sociale et environnementale d'une échelle inimaginable. Et la plupart de tout ceci est secret. Ce n'est pas dans le domaine public. Pour une raison ou pour une autre, je ne pense pas que les plans qui sont en préparation pour détruire l'une des forêts et l'un des écosystèmes les plus parfaits du monde, ainsi que les gens qui y vivent, seront discutés durant la Conférence sur le Changement Climatique de Copenhague. Nos chaînes d'information en continu qui sont tellement occupées à chasser les histoires macabres de la violence maoïste - et qui les fabriquent quand elles manquent de vraies informations - ne semblent avoir aucun intérêt du tout pour ce côté de l'histoire. Je me demande pourquoi? Peut-être est-ce parce que le lobby du développement, dont elles sont tellement les esclaves, dit que l'industrie minière va augmenter le taux de croissance du PIB de manière spectaculaire et fournir de l'emploi aux personnes qu'elle déplace. Mais cela ne prend pas en compte les coûts catastrophiques du dégât environnemental. Mais même dans ses propres termes étroits, c'est tout simplement faux. La plupart de l'argent va sur les comptes en banque des sociétés minières. Moins de 10% revient au Trésor public. Un très petit pourcentage des personnes déplacées obtiennent un emploi, et celles qui y arrivent, gagnent des salaires de misère pour faire un travail humiliant et éreintant. En nous affaissant dans ce paroxysme d'avidité, nous soutenons les économies des autres pays avec notre écologie.

Quand l'échelle d'argent en jeu est telle qu'elle est, les parties prenantes ne sont pas toujours faciles à identifier. Entre les PGD dans leurs jets privés et les misérables SPO (officiers de police) tribaux dans les milices 'populaires' - qui pour 2000 roupies par mois se battent contre leur propre peuple, violent, assassinent et brûlent des villages entiers dans un effort pour nettoyer la terre pour permettre aux mines de commencer - il y a un univers entier de parties prenantes primaires, secondaires et tertiaires. Ces personnes ne doivent pas déclarer leurs intérêts, mais elles sont autorisées à utiliser leurs positions et leurs bons offices pour les faire avancer. Comment saurons-nous jamais quel parti politique, quels ministres, quels premiers ministres, quels politiciens, quels juges, quelles ONG, quels experts-conseils, quels officiers de police ont un intérêt direct ou indirect dans le butin? Comment saurons-nous quels journaux relatant la dernière 'atrocité' maoïste, quelles chaînes de télévision 'faisant un reportage en direct depuis Ground Zero' - ou, plus précisément, faisant le point de ne pas communiquer depuis Ground Zero, ou encore plus précisément, mentant de manière flagrante depuis Ground Zero - sont parties prenantes?

Quelle est la provenance des milliards de dollars (plusieurs fois le PIB de l'Inde) secrètement cachés par des citoyens indiens loin sur les comptes en banque suisses. D'où venaient les deux milliards de dollars dépensés pour les dernières élections régionales? D'où viennent les centaines de millions de roupies que les partis politiques et les politiciens ont payés aux médias pour les 'paquets de couverture' 'haut de gamme', 'bas de gamme' et 'en direct' des pré-élections à propos desquels P. Sainath a récemment écrit? (La prochaine fois que vous voyez un présentateur télé haranguant un invité engourdi en studio, criant «Pourquoi les maoïstes ne se présentent-ils pas aux élections? Pourquoi ne viennent-ils pas dans la tendance générale?», envoyez un SMS à la chaîne disant «Parce qu'ils ne peuvent pas payer vos tarifs»).

Que devons-nous faire du fait que le ministre de l'intérieur de l'Union, P. Chidambaram, PDG de l'Opération Green Hunt, a, dans sa carrière de juriste d'entreprise, représenté plusieurs sociétés minières? Que devons-nous faire du fait qu'il était un des administrateurs non-exécutif de Vedanta - un poste auquel il a renoncé le jour où il est devenu ministre des finances en 2004? Que devons-nous faire du fait que, quand il est devenu ministre des finances, une des premières autorisations qu'il ait donné pour un investissement direct étranger a été pour Twinstar Holdings, une société basée à l'Ile Maurice, pour l'achat d'actions dans Sterlite, partie du groupe Vedanta?

Que devons-nous faire du fait que, quand des militants de l'Orissa introduisent une plainte contre Vedanta à la Cour Suprême, citant ses violations des directives gouvernementales et signalant que le Norwegian Pension Fund avait renoncé à son investissement dans la société alléguant du dégât environnemental flagrant et des violations des droits humains commis par l'entreprise, le juge Kapadia a suggéré que Vedanta soit remplacé par Sterlite, une société soeur du même groupe. Il a alors joyeusement annoncé lors d'une séance ouverte qu'il avait aussi des actions dans Sterlite. Il a donné une autorisation forestière à Sterlite pour aller de l'avant avec l'exploitation minière, malgré le fait que le propre comité de la Cour Suprême avait explicitement dit que la permission devrait être refusée et que l'exploitation minière allait ruiner les forêts, les sources aquatiques, l'environnement et les vies des milliers de personnes tribales vivant là. Le juge Kapadia a donné cette autorisation sans réfuter le rapport du propre comité de la Cour Suprême.

Que devons-nous faire du fait que la Salwa Judum, l'opération brutale de nettoyage de la terre déguisée en milice populaire 'spontanée' dans le Dantewada, a été officiellement inaugurée en 2005, juste quelques jours après que le MOU avec Tata ait été signé? Et que la Jungle Warfare Training School (Ecole de Formation à la Guerre dans la Jungle) a été mise en place environ à ce moment-là?

Que devons-nous faire du fait qu'il y a deux semaines, le 12 octobre, l'audience publique obligatoire du projet d'acier de 100.000 millions de roupies de Tata Steel à Lohandiguda dans le Dantewada, se soit tenue dans une petite pièce du Trésor public, entouré d'un cordon massif de



sécurité, avec un public de cinquante personnes tribales recrutées et rémunérées amené là depuis deux villages du Bastar dans un convoi escorté de jeeps du gouvernement? (Il a été déclaré que l'audience publique avait été un succès et le Percepteur du District à félicité le peuple du Bastar pour sa coopération) Que devons-nous faire du fait que juste au moment où le premier ministre a commencé à qualifier les maoïstes de 'plus grande menace pour la sécurité intérieure' (ce qui était un signal que le gouvernement se préparait à leur courir après), les prix des actions de nombreuses compagnies minières dans la région soient montées en flèche?

Les sociétés minières ont désespérément besoin de cette 'guerre'. C'est une vieille technique. Elles espèrent que l'impact de la violence chassera les gens qui sont jusqu'à présent parvenus à résister aux tentatives qui ont été faites pour les expulser. Il reste à voir si cela sera vraiment l'issue, ou bien si cela gonflera seulement les rangs des maoïstes.

Inversant cet argument, Dr Ashok Mitra, ancien ministre des finances du Bengale occidental, soutient, dans un article appelé 'L'ennemi fantôme', que les 'meurtres en série horribles' que les maoïstes commettent sont une tactique classique, apprise dans les manuels de la guérilla. Il suggère qu'ils ont construit et entraîné une armée de guérilla qui est maintenant prête à s'attaquer à l'Etat indien et que le 'déchaînement' maoïste est une tentative délibérée de leur part d'inviter le courroux d'une maladresse de l'Etat indien en colère dont les maoïstes espèrent qu'il commettra des actes cruels qui enrageront les adivasis. Cette fureur, di Dr Mitra, est ce que les maoïstes espèrent pouvoir récolter pour la transformer en insurrection. Ceci, bien sûr, est l'accusation 'd'aventurisme' que plusieurs courants de la Gauche ont toujours formulé à l'encontre des maoïstes. Elle suggère que les idéologues maoïstes ne sont pas contre le fait d'inviter à la destruction du peuple qu'ils affirment représenter afin d'opérer une révolution qui les amènera au pouvoir. Ashok Mitra est un vieux communiste qui avait une place au premier rang durant le soulèvement naxalite des années 60 et 70 dans le Bengale occidental. Son avis ne peut pas être rejeté sommairement. Mais il est utile de garder à l'esprit que le peuple adivasi a une longue et courageuse histoire de résistance, antérieure à la naissance du maoïsme. Les regarder comme des marionnettes sans cerveau manipulées par quelques idéologues maoïstes de la classe moyenne est leur rendre un mauvais service.

Vraisemblablement, Dr Mitra parle de la situation dans le Lalgah, où, jusqu'à présent, il n'y a pas eu de discussion sur les richesses minérales (Nous nous souviendrons - le soulèvement en cours dans le Lalgah s'est déclenché pendant la visite du ministre en chef pour inaugurer une usine Jindal Steel. Et là où il y a une aciérie, le minerai de fer peut-il être très loin?). La colère des gens a à voir avec leur extrême pauvreté, et les décennies de souffrance aux mains de la police et de la 'Harmads', la milice armée du Parti Communiste d'Inde (marxiste) qui a dirigé le Bengale occidental durant plus de trente ans.

Même si, à titre d'exemple, nous ne demandons pas ce que font des dizaines de milliers de policiers et de paramilitaires dans le Lalgah et nous acceptons la théorie de 'l'aventurisme' maoïste, cela resterait une toute petite partie de l'image.

Le vrai problème, c'est que le vaisseau de l'histoire de la 'croissance' miraculeuse de l'Inde s'est échoué. Il a eu un coût social et environnemental énorme. Et maintenant, alors que les rivières se tarissent, que les forêts disparaissent, que les nappes phréatiques s'éloignent et que les gens réalisent ce qui leur est fait, il va récolter ce qu'il a semé. Partout dans le pays, il y a des troubles, des manifestations de gens refusant d'abandonner leur terre et leur accès aux ressources, refusant d'encore croire aux fausses promesses. Soudainement, il commence à sembler que 10% de taux de croissance et la démocratie sont mutuellement incompatibles. Pour extraire le bauxite des collines au sommet plat, pour extraire le minerai de fer du sol de la forêt, pour expulser 85% de la population indienne hors de ses terres et les envoyer dans les villes (ce qui est ce que Mr Chidambaram dit qu'il aimerait voir), l'Inde doit devenir un état policier. Le gouvernement doit

militariser. Pour justifier cette militarisation, il a besoin d'un ennemi. Les maoïstes sont cet ennemi. Ils sont aux fondamentalistes d'entreprise ce que les musulmans sont aux fondamentalistes Hindous. (Y a-t-il une confrérie de fondamentalistes? Est-ce la raison pour laquelle le RSS (Rashtriya Swayamsevak Sangh - Organisation Nationale des Volontaires) a exprimé ouvertement son admiration envers Mr Chidambaram?)

Ce serait une grave erreur que d'imaginer que les troupes paramilitaires, la base aérienne de Rajnandgaon, les quartiers généraux de brigade de Bilaspur, la Loi sur les Activités Illégales, la Loi Spéciale pour la Sécurité Publique du Chhattisgarh et l'Opération Green Hunt sont tous mis en place juste pour chasser quelques milliers de maoïstes des forêts. Dans tous les discours de l'Opération Green Hunt, que Mr Chidambaram mette à exécution et 'appuie sur le bouton' ou pas, je décèle le noyau d'un état d'Urgence à venir. (Voici une question mathématique: s'il faut 600.000 soldats pour garder la minuscule vallée du Cachemire, combien en faudra-t-il pour circonscrire la fureur grandissante de centaines de millions de personnes?) Au lieu de narco-analyser Kobad Ghandi, le dirigeant maoïste récemment arrêté, cela pourrait être une meilleure idée de lui parler. En attendant, est-ce que quelqu'un qui va à la Conférence sur le Changement Climatique de Copenhague plus tard cette année pourrait s'il vous plait poser la seule question qui mérite d'être posée: pouvons-nous s'il vous plait laisser le bauxite dans la montagne?